

1 – Les similitudes entre les primaires en 2016 et celle de 2006 : Matières à réflexion

Les élections présidentielles et législatives de 2007, se sont inscrites, pour une partie de la gauche, dans la dynamique de la victoire du NON au référendum sur le traité constitutionnel européen le 29 Mai 2005.

L'appel du 11 mai 2006 souligne à la fois le climat de luttes de l'année 2005 et la victoire du NON au référendum. Ces deux raisons poussent les auteurs de l'appel à prolonger ces luttes sur le plan politique. C'est là une première différence très importante d'avec 2016, car aujourd'hui il n'est pas possible de s'appuyer sur un tel climat de luttes mais uniquement sur la catastrophique politique du gouvernement et la peur de l'arrivée du FN au pouvoir.

En 2006, il s'agit déjà de rompre avec « le réformisme de gauche que propose la direction du PS. » Aujourd'hui le PS a largement franchi les limites du réformisme.

Pour amener les différentes forces politiques, opposées au réformisme et à la droitisation du PS, à se rassembler en vue des élections présidentielles et législatives, en 2006, comme en 2016, on en appelle au peuple de gauche dans des formes assez semblables.

En 2006, comme aujourd'hui, tout commence par un APPEL. Puis on crée un collectif national rassemblant les initiateurs des collectifs anti-libéraux en 2006 (aujourd'hui comité de liaison pour des primaires).

Vient ensuite, le remède miracle de s'en remettre au débat dans les quartiers, les villes, de « bousculer, dépasser les appareils politiques » de redonner au peuple son pouvoir de décision, etc... Toutes choses qui, semble-t-il, seraient endormies et qui ne demanderaient qu'à s'épanouir à la faveur d'un APPEL, super-médiatisé, si possible. Soyons sérieux. Ce n'est pas si simple.

En 2006, comme aujourd'hui, le PCF a joué un rôle moteur dans la volonté de construction d'un rassemblement de toutes les forces politiques, associatives, sociales, qui veulent un réel changement de politique.

Pour ne parler que de la situation présente, il a appelé dès 2014, après les mauvais résultats des élections municipales à un sursaut de toutes les forces politiques qui s'opposent aux gouvernements de F. Hollande.

Durant un an et demi, l'appel du PCF est resté sans véritable réponse, P. Laurent fustigeant, à juste titre, les faux prétextes avancés par les uns et les autres à répondre présent. Le PCF a renouvelé cet appel après les élections départementales, en vain. Le PCF, sans se décourager, a de nouveau mis les forces de gauche devant leurs responsabilités après les Régionales. Cet appel s'est concrétisé avec le CN des 16 et 17 janvier 2016. Trois appels en un an et demi dans le silence des médias. Au même moment, a été placé sur une rampe de lancement médiatique l'appel du 11 janvier 2016 sous l'égide d'un Daniel Cohn-Bendit, dont la seule présence en N° 1 des signataires devrait suffire à discréditer cet appel, lui le libéral-libertaire et anti communiste de toujours.

La généalogie et les initiateurs politiques de cet appel aux primaires « des gauches et des écologistes » pour certains et pour d'autre « de la gauche et des écologistes » devrait nous rendre très méfiant sur la démarche qui nous est proposée. Rien n'est clair du « périmètre de la primaire » aux limites du projet qui doit être « positif » selon l'appel du 11 janvier !! Je pressens de belle empoignades entre les « spécialistes » des projets. C'est aussi la cacophonie dans les prises de position différentes voire opposées au PS et chez EELV.

C'est aussi la même méthode en 2016 qu'en 2006 : élaborer d'abord le projet, puis le moment venu choisir le candidat !

Je ne suis pas très inquiet sur l'élaboration du projet. En 2006, cela s'est fait normalement. Aujourd'hui, nous en avons déjà au moins deux : celui du PCF « La France en commun » et celui d'un courant du PS animé par Gérard Filoche intitulé « une plate-forme pour une candidature unique » précisant « Pour une majorité Rose-Rouge-Verte ». Je ferais humblement remarquer que l'ordre des couleurs, significatif

des rapports de force politique sous-entendu, est éminemment contestable, compte-tenu de la responsabilité écrasante de TOUT le PS dans le bourbier où nous sommes.

Mais lorsque va arriver le moment de la désignation du porteur de ce projet, je sais par avance qu'une candidature du PCF sera refusée par nos chers partenaires. Ce qui a conduit à l'échec d'une candidature « anti-libérale » en 2006, ce n'est pas le projet mais bien l'ostracisme dont a été victime le PCF. Le peuple avait choisi majoritairement MG Buffet, mais les meneurs nationaux des petits groupuscules qui s'étaient arrogés un super pouvoir de décision ont refusé le choix du peuple et ce fut la cacophonie, les candidatures sournoises etc... On connaît le résultat.

Ceux qui se prétendent nos partenaires aujourd'hui sont à peu de choses près les mêmes qu'en 2006 sauf EELV qui n'existait pas en 2006 et qui est complètement éclaté en 2016. Les « courants du PS » opposés à Hollande peuvent-ils légitimement prétendre à rassembler la gauche alors qu'ils portent une lourde responsabilité dans la débâcle actuelle à gauche ? NON seul le PCF, par ses actes, ses initiatives, ses propositions de loi, son nombre de militants, son implantation territoriale, en a la légitimité.

Alors pourquoi s'engager dans cette tromperie, masquant une permanente défiance envers les communistes.

Oui nous devons débattre avec la population.

Nous avons avancé lors du CN des 16 et 17 janvier 2016 de nous tourner vers le peuple en organisant des forums populaires et une grande enquête nationale.

Ne perdons pas de temps, engageons-nous dans cette direction et disons haut et fort que nos initiatives s'inscrivent clairement dans la perspective d'un grand rassemblement en 2017 avec le PCF.

Gérard Venel

Trésorier section Durance-Trévaresse

Fédération des Bouches du Rhône